

Cointrin

Le bruit de l'aéroport, plus envahissant que prévu?

Une association dénonce la sous-estimation des nuisances sonores par la Confédération.

Emilien Ghidoni

Combien de personnes sont exposées au bruit généré par le trafic aérien à Genève? Selon les autorités fédérales, la réponse est simple: au-delà de 60 décibels (dB) en journée (6 h-22 h) et 55 dB la nuit (22 h-23 h), le bruit dépasse la limite admissible et il devient difficile d'y vivre ou de bâtir des logements. Selon cette méthode de calcul, entre 19'000 et 23'000 habitants du canton et de France voisine subiraient des nuisances.

Ces normes sont toutefois mises en cause par l'Association transfrontalière des communes riveraines de l'aéroport de Genève (ATCR). Dans un rapport que la «Tribune de Genève» a pu consulter, l'association estime que près de 180'000 personnes subiraient des nuisances sonores délétères dans le Grand Genève.

Pour parvenir à cette conclusion, l'ATCR a analysé les courbes de bruit émises par les avions décollant et arrivant à Cointrin. Elle y a appliqué les limites actuellement déclarées admissibles, contre lesquelles l'association a par ailleurs fait recours. Treize communes sont concernées par un niveau de bruit supérieur à 55 dB de jour.

Dans un second temps, l'association a appliqué les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui préconise de ne pas dépasser 45 dB de jour et 40 de nuit. Et là, tout change.

«Un soulagement»

Avec ce critère plus strict, de nombreuses communes entrent tout à coup dans le giron des municipalités touchées par le bruit aérien. Un peu plus de 70, tant du côté suisse que français. On y trouve par exemple Nernier, pourtant très éloignée de l'aéroport. «Pour de nombreuses communes de Haute-Savoie, c'est un soulagement d'être enfin reconnues comme des lieux subissant le bruit des avions», relate Mathias Buschbeck, président de l'ATCR.

Selon lui, cette étude prouve que l'Aéroport de Genève ne dispose pas d'indicateurs suffisam-



Les avions en approche survolent de nombreuses communes à basse altitude. LUCIEN FORTUNATI

«Genève Aéroport n'est pas un aéroport hub. Il doit pouvoir offrir aux passagers de la région la possibilité de revenir à Genève après les dernières arrivées dans un hub comme Zurich par exemple, ce qui implique des arrivées accordées jusqu'à minuit.»

Ignace Jeannerat
Porte-parole
de Genève Aéroport

ment pertinents pour mesurer le bruit. «Il n'y a pas non plus de mesures adéquates prises pour réduire l'impact du bruit aérien sur le quotidien des habitants!» s'insurge-t-il.

En 2019, la population genevoise avait voté à 56% en faveur

d'un «pilotage démocratique de l'aéroport». La loi sur l'aéroport a été modifiée pour donner une plus grande importance à la protection de l'environnement et la réduction des nuisances dans le développement de Cointrin. «On voit aujourd'hui que la volonté populaire n'est pas respectée, pointe le président de l'ATCR. L'aéroport reste un OVNI, décorrélé de tous les objectifs climatiques du Canton.»

Décollages tardifs

Mais alors, que faudrait-il changer? «Cointrin est un aéroport urbain, chaque décollage impacte le bien-être des habitants des communes voisines. Il faut limiter ces nuisances.» Mathias Buschbeck préconise de réduire les arrivées tardives (passé 22 h), en augmentant les taxes aéroportuaires pour les avions dépassant cet horaire. «Le problème, ce sont surtout les vols low cost effectuant de nombreuses rotations en une journée, dénonce-t-il. Ils accumulent les retards et peuvent se permettre de payer de légères surtaxes tant qu'ils sont rentables.»

Ces propositions font écho au dernier rapport de la Commission consultative pour l'accompagnement de l'évolution de la plateforme aéroportuaire (CCAEP). Celle-ci suggère de considérer

tout atterrissage après 21 h comme étant un vol de nuit et de modifier les taxes pour les rendre plus dissuasives. «En somme, nous voulons appliquer le modèle de l'Aéroport de Zurich», résume Mathias Buschbeck, qui est aussi membre de la CCAEP.

Autre association luttant pour un développement maîtrisé de l'aéroport, la Carpe salue le travail accompli par l'ATCR. «La Confédération considère que 30'000 personnes sont exposées au bruit. Mais si on se trouve juste hors du périmètre officiel, on subit tout autant de nuisances que si on était dedans!» souligne Jean-François Bouvier, vice-président de la Carpe.

Il avance qu'en 2023, les vols de nuit ont augmenté de 17,85% par rapport à 2019. «L'Aéroport fait donc le contraire de ce qu'il faudrait, en autorisant toujours plus de décollages, s'insurge le vice-président. Il n'y a qu'une solution: l'État doit prendre ses responsabilités et forcer la direction de Cointrin à limiter les mouvements d'avion durant ces heures, qui ont le plus d'impact sur la tranquillité des habitants.»

Contactée, la direction de l'aéroport de Genève rappelle qu'elle se conforme au cadre législatif posé par la Confédération, mais qu'elle n'en est pas l'auteur et

qu'elle n'est pas non plus l'organe de décision. «C'est le point de vue de l'ATCR que la Confédération fait preuve de laxisme. Mais ce point de vue n'est pas partagé par Genève Aéroport, ni par les autorités qui ont examiné le dossier jusqu'à ce jour. Au contraire, elles estiment que le dossier présenté par Genève Aéroport propose une solution équilibrée», rappelle le porte-parole Ignace Jeannerat.

Cointrin annonce aussi son engagement à réduire de 20% son impact sonore, tout en soulignant que la question des heures d'ouverture se joue surtout entre le Canton et la Confédération. «Genève Aéroport n'est pas un aéroport hub, pointe Ignace Jeannerat. Il doit pouvoir offrir aux passagers de la région la possibilité de revenir à Genève après les dernières arrivées dans un hub comme Zurich par exemple, ce qui implique des arrivées accordées jusqu'à minuit.»

Selon lui, une réduction des heures d'ouverture priverait la population de la région des liaisons intercontinentales en soirée. Et côté réduction du bruit, Cointrin ne chômerait pas: «L'aéroport a en phase-test un système de quotas bruit pour limiter les décollages en retard avec taxes dissuasives», rappelle le porte-parole.

Plan-les-Ouates: des habitants se mobilisent contre l'UDC

Migrants

Le lancement d'une pétition demandant de fermer un centre d'accueil a fait fortement réagir dans la commune.

À Plan-les-Ouates, la création au mois d'avril d'une section communale de l'UDC fait parler d'elle. Alors que cette dernière a commencé ses activités en lançant une pétition exigeant la fermeture d'un centre de requérants d'asile, des habitants montent aux barricades et dénoncent une démarche indigne.

Cette réaction a pris la forme d'une prise de position écrite - munie de 85 signatures - envoyée aux autorités et à plusieurs médias. Révélé par Léman Bleu, ce texte dénonce les propos de l'UDC, «qui, pour de malsaines raisons électoralistes, tente d'effrayer sans raison la population et des parents d'élèves».

Les rédacteurs du courrier indiquent avoir été scandalisés d'apprendre le lancement de la pétition du parti d'extrême droite. «Nous considérons qu'il ne s'agit que d'une participation solidaire à cet accueil sur le territoire de notre pays et de notre canton de celles et ceux qui sont contraints de fuir des régimes totalitaires.»

La lettre rappelle que «les personnes accueillies temporairement et en petit nombre n'ont causé aucun souci depuis que l'abri (situé à la route des Chevaliers-de-Malte) a ouvert et que toutes les mesures ont été prises pour assurer leur accompagnement dans un cadre sécurisé». Ce qu'a confirmé la conseillère administrative chargée de la Sécurité, Fabienne Monbaron.

«Contrairement à ce qu'affirme la pétition, il n'y a pas que des gens inquiets parmi la population de Plan-les-Ouates», souligne un des rédacteurs de la missive, l'ex-conseiller municipal socialiste Maurice Gardiol. Il relève qu'un groupe de citoyens s'est d'ailleurs organisé pour venir en aide aux migrants dès l'annonce de leur arrivée.

Depuis plusieurs semaines, ces Plan-les-Ouatiens accueillent régulièrement les requérants d'asile dans un local mis à disposition par Sandrine Pillon, une habitante de la commune. «Après avoir entendu que ces personnes logeaient presque en face de chez moi, je me suis dit que ce serait bien de faire quelque chose pour elles. Nous avons donc discuté avec les services communaux pour voir comment les soutenir.»

Le droit de s'exprimer

Aidée par d'autres habitants, cette bénévoles a aménagé une pièce de sa maison et accueille chaque samedi après-midi des migrants pour discuter ou faire des jeux. Dès ce week-end, ce groupe de bénévoles organisera des sorties dans le canton.

Que pense Jean-Christophe Delfim, président de la section UDC communale, du courrier rédigé en réaction à sa pétition? «Cette action a été principalement menée par des membres du Parti socialiste. Si ces gens-là s'indignent, c'est leur droit, mais ils doivent respecter le droit des autres de s'exprimer. Ça ne nous empêchera pas de continuer notre récolte de signatures jusqu'au 15 juin.»

Caroline Zumbach

Plus de 200'000 mégots sur le sol, la Ville réagit

Voirie polluée

Avant l'été, la Municipalité lance une nouvelle campagne de sensibilisation à la plage des Eaux-Vives.

Une fleur parmi les mégots. Depuis hier, la Ville de Genève propose aux habitants une campagne de sensibilisation fleurie. L'objectif? Inciter les fumeurs à ne plus jeter leurs déchets sur la voie publique.

À cette occasion, les autorités ont présenté une nouvelle structure symbolique: un cendrier XXL

laissant pousser une fleur métallique.

«C'est un vrai cendrier!» lance Cédric Waelti, porte-parole du Département de la sécurité et des sports de la Ville de Genève. Tout l'été, cette œuvre entend marquer les esprits et collecter une partie des déchets liés aux cigarettes. Avec ironie, la Ville veut également rappeler via une campagne d'affichage que «les mégots ne font pas pousser des fleurs!»

Au symbole s'ajoutent des actes. Le Service Voirie s'est engagé à distribuer au public près de 5000 cendriers de poche. Et durant trois mois, un concours est

organisé, invitant les passants à collecter des mégots! À la clé, un tirage au sort et des cadeaux. Les gagnants remporteront un bouquet de fleurs par mois pendant un an pour le premier prix ou encore un repas pour deux dans un restaurant genevois.

Des mégots qui jonchent le sol, cela fait tache pour l'une des villes les plus propres d'Europe. Mauro Lorenzi, chef du Service Voirie, veut «faire changer les comportements, pour éviter de polluer l'environnement». Cinq voitures de nettoyage équipées de caméras intelligentes ont analysé 7500 km de voiries. L'estimation

est inquiétante: ce sont près de 200'000 mégots qui sont jetés chaque jour sur les routes, les trottoirs et les plages de la Municipalité.

Ce chiffre n'est pas sans conséquence pour l'environnement. «Les mégots sont particulièrement toxiques et difficiles à collecter. Ils finissent souvent dans les eaux usées et dans le lac Léman», explique Mauro Lorenzi. Fin mai, lors de la dernière collecte de l'Association pour la sauvegarde du Léman (ASL), les bénévoles ont constaté une légère réduction du nombre de cigarettes, mais une augmentation des puffs (un équivalent jetable de la cigarette électronique) dans le lac.

Si la campagne se veut culpabilisante pour les fumeurs, la police municipale compte renforcer les contrôles cet été. «Nous collaborons avec le Service Voirie afin que les agents en civil puissent repérer plus facilement les infractions», indique Christine Camp, commandante de la police municipale.

Pendant l'année 2023, 652 amendes ont été distribuées. Un chiffre stable par rapport à l'année précédente, preuve que le chemin à parcourir reste long. **Loïc De Boisvilliers**